

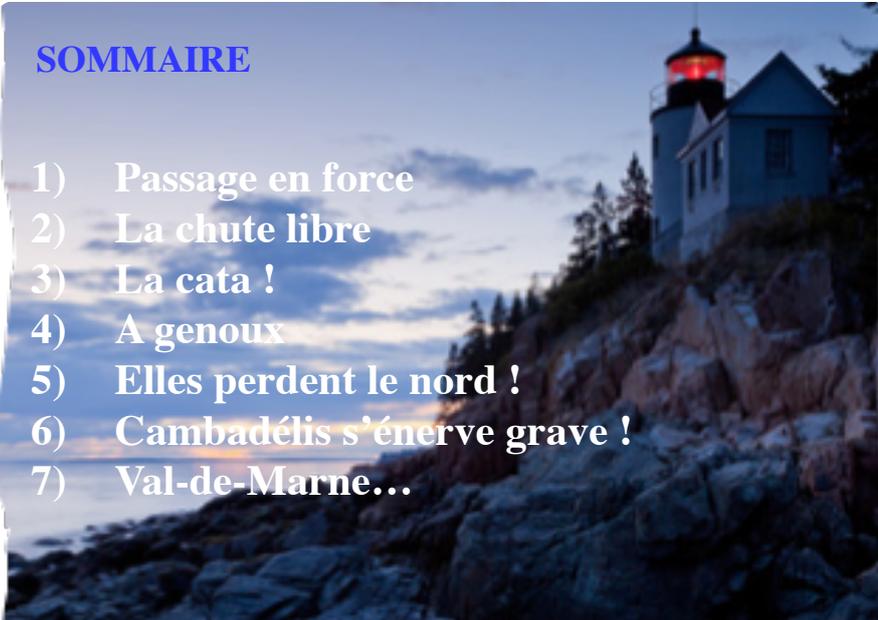
LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 23 FÉVRIER 2015

SOMMAIRE

- 1) Passage en force
- 2) La chute libre
- 3) La cata !
- 4) A genoux
- 5) Elles perdent le nord !
- 6) Cambadélis s'énerve grave !
- 7) Val-de-Marne...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Emmanuel Macron a la dent dure contre Nicolas Sarkozy



Emmanuel Macron sur les bancs de l'Assemblée nationale, le 19 février. © MARTIN BUREAU/AFP

Emmanuel Macron persiste et signe. Dans une interview accordée au JDD, le ministre de l'Économie a promis de "poursuivre les réformes avec détermination" après que son texte a failli être rejeté à l'Assemblée nationale. L'homme politique est plus motivé que jamais. Il assure ne ressentir "aucune déception de la politique, au contraire".

Pourtant, la bataille a été rude pour faire adopter la loi Macron, décriée au sein même du PS. Le recours à l'article 49.3 de la Constitution a marqué une absence de majorité à l'Assemblée nationale. Certains députés frondeurs étaient ouvertement opposés au texte et avaient promis de voter contre, comme l'ancien ministre de l'Éducation, Benoît Hamon. Une position que ne comprend pas Emmanuel Macron. "Annoncer joindre sa voix à celle de la droite pour faire échec à un projet voulu par la majorité et le gouvernement, attendu par les Français, est pour moi incompréhensible", a-t-il affirmé dans les colonnes du journal, publié ce dimanche.

"L'UMP, qu'a-t-elle fait ?"

Nicolas Sarkozy, non plus, n'est pas épargné par le jeune ministre. Le président de l'UMP avait fustigé "la toute petite loi Macron", dans une interview accordée à Europe 1, jeudi matin. Critiquant aussi l'utilisation du 49.3, Nicolas Sarkozy a estimé que l'exécutif "n'a pas la force de convaincre sa majorité". Pour le ministre de l'Économie, "l'ancien président est sans doute frustré par la pauvreté de son propre bilan".

Emmanuel Macron ne s'arrête pas là et dresse alors le bilan de la droite. "L'UMP, qu'a-t-elle fait ? Une décennie perdue qui nous a laissés sans réforme, mais avec des dettes à éponger. Leur proposition, c'est de ne rien faire. Ne pas toucher aux notaires. Ne pas ouvrir les magasins le dimanche. Ne rien changer aux prud'hommes. Sans parler du néozadisme du maire de Nice, qui fait un référendum quand on organise l'ouverture du capital de l'aéroport ! Le résultat, c'est que l'UMP est au coeur de la coalition de l'immobilisme."

Des réformes sociales

Dans la suite de l'entretien, Emmanuel Macron promet également de "nouvelles réformes sociales". Pour cela, Manuel Valls et François Rebsamen réuniront les partenaires sociaux dès la semaine prochaine pour une concertation.

Parmi les mesures envisagées : remplacer le PPE et le RSA activité par une "nouvelle prime activité", autoriser de nouvelles dérogations aux 35 heures, réformer les retraites complémentaires... Autant de dossiers sensibles, qu'Emmanuel Macron devra à nouveau défendre. Et s'il faut recourir de nouveau à l'article 49-3, le ministre n'hésitera pas. "La constitution nous donne tous moyens de le faire. Nous n'allons pas décevoir les Français qui veulent que nous agissons".

lepoint.fr

II) Sondage : Hollande et Valls rechutent, Sarkozy boudé



© FRANCOIS MORI/POOL AFP



Par Gabriel Vedrenne avec AFP

REFLUX - François Hollande et Manuel Valls perdent respectivement 5 et 7 points de popularité en février. Nicolas Sarkozy n'est pas davantage plébiscité.

L'esprit d'union suscité par les attentats contre la France semble s'essouffler. La cote de popularité du président de la République et du Premier ministre a en effet rechuté au mois de février, à en croire un sondage Ifop (1) pour Le Journal du Dimanche et Hémisphère Public.

François Hollande perd 5 points de popularité, pour recueillir 24% de satisfaits, tandis que Manuel Valls recule de 7 points pour atteindre 46% d'opinions favorables.

Quand à Nicolas Sarkozy, son retour sur le devant de la scène politique ne se passe pas aussi bien qu'il l'espérait : selon un sondage BVA (2), seulement 22% des Français souhaitent qu'il soit candidat en 2017.



© AFP

Hollande séduit moins les électeurs de gauche et progresse chez les écolos. Chez les sympathisants du Parti socialiste, où il recueille 66% de satisfaits, François Hollande est en recul de 7 points par rapport à janvier. Sa baisse est sensible aussi auprès des sympathisants du Front de gauche (de 39 à 27%).

Il progresse en revanche de 9 points chez les sympathisants d'Europe Ecologie/Les Verts (passant de 32 à 41% de satisfaits). Sans surprise, sa cote reste toujours très faible chez ceux de l'UDI (de 15 à 6%) et de l'UMP (de 12 à 4%).

La cote de popularité du président de la République a été au plus haut le mois de son élection, en mai 2012, avec 61% de satisfaits. Elle est passée sous la barre de 50% en septembre 2012, seuil qu'elle n'a plus franchi depuis.



© AFP

Valls recule sur tous les fronts. Le Premier ministre bénéficie d'un indice de satisfaction le plus élevé chez les sympathisants du Parti socialiste (83% en février, contre 88% en janvier). Il demeure pratiquement stable chez ceux de Europe Ecologie/Les Verts (58% en février, 60% en janvier). Il obtient un indice de satisfaction de 40 points chez les sympathisants de l'UDI (65% en janvier) et passe de 47% de satisfaits chez les sympathisants de l'UMP à 34%.

Il enregistrait un taux de satisfaction de 58% en avril 2014, lors de sa nomination au poste de Premier ministre. Il n'a cessé de reculer depuis, à l'exception de janvier 2015 où, après les attentats, sa popularité est passée à nouveau



Le retour de Sarkozy convainc de moins en moins. Un autre sondage, réalisé par l'institut BVA pour Orange et iTÉLÉ, s'est penché sur le cas du président de l'UMP. Seulement 22% des Français souhaitent que Nicolas Sarkozy soit candidat en 2017, soit 11 points de moins qu'en juillet 2014 avant son retour en politique (33%). "Cette chute de 11 points, moins de six mois après l'annonce par Nicolas Sarkozy de son retour dans la vie politique, en septembre 2014, montre que ce retour au premier plan n'a pas convaincu les Français", estime BVA.

En outre, le souhait de voir le président de l'UMP se présenter en 2017 est désormais minoritaire auprès des sympathisants de la droite auprès desquels il chute à 40%, contre 62% en juillet 2014 et 67% en février 2013. Forte chute aussi du côté des sympathisants de l'UMP: en février 2013, 75% d'entre eux souhaitaient sa candidature en 2017, et ils étaient 78% en juillet 2014, mais ils ne sont plus que 57% aujourd'hui.

(1) L'enquête a été menée par questionnaire auto-administré en ligne et par téléphone du 12 au 21 février auprès d'un échantillon de 1.972 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas).

(2) Enquête réalisée les 19 et 20 février auprès d'un échantillon de 1.076 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus selon la méthode des quotas.

III) Agriculture et climat, une relation contre-nature ?

Coralie SCHAUB



Epannage de pesticides dans un champ de pommes de terre, à Godewaersvelde, dans le Nord. (Photo Philippe Huguenet/AFP)

La question de l'adaptation du secteur aux changements climatiques et de la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre est enfin abordée, au risque d'être récupérée.

C'est le duo du moment. Les relations entre l'agriculture et le climat sont au cœur de toutes les attentions. François Hollande lui-même se montre très concerné, alors que Paris doit accueillir fin 2015 le crucial sommet des Nations unies sur le changement climatique (COP21). Vendredi, il clôturait un forum international sur le sujet, organisé par le ministère des Affaires étrangères en partenariat avec le principal syndicat agricole, la FNSEA, mais aussi l'association des semenciers (Gnis), l'assureur Groupama, le Crédit agricole ou les groupes Veolia et GDF-Suez. La grand-messe annuelle du Salon de l'agriculture, inaugurée samedi matin par le Président, sera elle aussi largement consacrée au climat. Personne ne le conteste, les liens entre les deux sont étroits : l'agriculture est à la fois responsable et victime du dérèglement climatique. Mais les choses se corsent dès qu'il s'agit de savoir comment faire pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole et faire en sorte que celui-ci s'adapte aux effets du changement climatique. Et là, deux visions de l'agriculture s'affrontent plus que jamais.

L'agriculture, à la fois responsable et victime

Au sens strict, l'agriculture produit 10% à 12% des émissions mondiales de gaz à effet de serre

d'origine humaine. Mais, si l'on inclut la déforestation des forêts tropicales (notamment pour produire de l'huile de palme ou du soja) ou l'urbanisation (dont l'agriculture n'est pas responsable), ce chiffre grimpe jusqu'à 24%, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). Sans compter la transformation et le transport des marchandises.

Plus encore que du CO₂, l'agriculture émet surtout du méthane résultant de la digestion du bétail et du stockage du fumier, et du protoxyde d'azote qui se dégage des engrais. Des gaz aux pouvoirs respectivement 25 fois et 300 fois plus réchauffants que le CO₂. Mais toutes les agricultures ne portent pas la même responsabilité. Le développement de l'agriculture industrielle, à coups d'élevage intensif et de monocultures nécessitant l'utilisation massive de pesticides et d'engrais d'origine pétrochimique, libère d'importants stocks de carbone.

Parallèlement, l'agriculture est très vulnérable aux variations climatiques. L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements extrêmes (sécheresse, inondations, canicules...) ou l'irrégularité de la pluviométrie ont des effets dévastateurs, en particulier sur les petits producteurs du Sud. «Depuis les années 80, le changement climatique a déjà eu un impact négatif sur les rendements du blé de - 2% par décennie à l'échelle mondiale, et de - 1% par décennie pour le maïs, constate Jean-François Soussana, directeur scientifique environnement de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra). En France, la canicule de 2003 a fait baisser de 20% à 30% la production selon les cultures. Et en Russie, celle de 2010 a fait chuter la production d'un tiers par rapport aux prévisions. Deux événements sans précédent depuis les années 1500.» Résultat : un impact direct sur le prix des matières premières agricoles. En 2010, la Russie a bloqué ses exportations, provoquant une remontée brutale des cours des céréales. La sécheresse de 2012 aux Etats-Unis a, elle, entraîné une hausse de plus de 50% des cours du blé et du maïs à la Bourse de Chicago en quelques semaines. Selon les Nations unies, d'ici à 2080, 600 millions de personnes supplémentaires pourraient souffrir d'insécurité alimentaire sous l'effet du changement climatique, presque le double par rapport à aujourd'hui. Avec, à la clé, migrations massives et conflits.

La «climato-intelligence», une solution ?

Le concept de climate-smart agriculture, «agriculture climato-intelligente», date de 2009. Selon la FAO (l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), qui le soutient, celui-ci vise à la fois à augmenter durablement la productivité et les revenus des agriculteurs, renforcer la résilience et l'adaptation aux changements climatiques et atténuer les émissions de gaz à effet de serre.

Une «alliance internationale pour l'agriculture climato-intelligente» a été lancée en septembre 2014 à l'occasion du sommet sur le climat organisé à New York par le secrétaire général des Nations unies. Elle a été signée par une vingtaine de pays, dont la France, et plus de trente organisations et entreprises. http://m0.libe.com/info-graphic/2015/02/20/0e06977f-63a0-4aae-8e07-42f909e6f251.svg?modified_at=1424454054 a aussi suscité une très forte opposition de la part d'une centaine d'ONG, qui la qualifient de «jeu de dupes» ou de cheval de Troie destiné à «servir les intérêts des multinationales».

«Le périmètre des pratiques promues est tellement flou qu'il laisse le champ libre aux OGM ou à l'utilisation intensive de pesticides et d'engrais chimiques, s'alarme Maureen Jorand, du Comité catholique contre la faim et pour le développement-Terre solidaire. Pas étonnant, quand on sait que les premiers acteurs privés impliqués sont les géants américains Monsanto, Cargill ou McDonald's, le norvégien Yara, numéro 1 mondial des fertilisants synthétiques, ou tous les grands traders de l'agroalimentaire. Ils y voient sans doute le moyen de maintenir le modèle actuel, celui-là même qui nuit le plus au climat.»

Alors que le terme «agriculture» ne figure qu'une seule fois dans le texte de négociations pour la COP21 de Paris validé à Genève la semaine dernière, les ONG craignent que cette alliance internationale ne devienne un espace parallèle de négociations à ce sujet. Pour mieux promouvoir ce qu'elles qualifient de «fausses solutions», qui incluent selon elles les agrocarburants industriels ou l'intégration de l'agriculture dans les marchés du carbone au nom de son rôle de stockage de CO2 dans le sol.

«C'est vrai, le risque de récupération du concept d'agriculture climato-intelligente par les multinationales agro-industrielles existe, pour ne faire que de l'adaptation avec de la high-tech et pas d'atténuation», admet Emmanuel Torquebiau, du Centre de coopération internationale en

troisième conférence scientifique mondiale sur l'agriculture climato-intelligente à Montpellier, en mars... «Mieux vaut être dedans que dehors, pour faire valoir notre point de vue. Comme la grande majorité de la communauté agronomique française, nous considérons que l'atténuation et l'adaptation au changement climatique ne pourront se faire qu'avec des techniques respectant les équilibres naturels et reposant sur l'agroécologie.»

Quelles alternatives ?

«Agroécologie», le terme est allègrement repris par le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll - d'aucuns diront dévoyé, tant sa politique fait la part belle à l'agro-business. En France, des figures comme René Dumont, Marc Dufumier ou Pierre Rabhi l'ont promue ou pratiquée depuis les années 60. Plutôt que de considérer le sol comme un support inerte inondable à l'envi de pétrochimie, ils recommandent d'utiliser sa «valeur agronomique», ses insectes, bactéries et vers de terre. D'éviter la monoculture, de favoriser les rotations. De travailler avec la nature plutôt que contre elle. De maintenir les haies, préserver l'eau, tendre vers l'autonomie des exploitations... Ce qui demande technicité et connaissances. Et permettra parfaitement de nourrir 9 milliards de Terriens en 2050, selon Olivier de Schutter, ancien rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation des Nations unies. Il existe une foule de solutions agronomiques vertueuses et de recherches prometteuses dans le domaine de l'élevage, par exemple l'ajout de lipides extraits du lin dans l'alimentation des bovins pour diminuer leurs émissions de méthane.

Mais, insistent les experts, au-delà du fonctionnement des exploitations, c'est tout le système alimentaire qu'il faut repenser. Un premier pas est de lutter contre les pertes et le gaspillage alimentaires, qui représentent, selon la FAO, près d'un tiers de la production mondiale de nourriture.

Le scénario Afterres 2050, qui modélise le système agricole et alimentaire français en tenant compte de la nécessité de réduire fortement nos émissions, prévoit aussi de manger mieux et un peu moins, en inversant par exemple dans nos assiettes la part respective des protéines animales (62% de nos apports, alors que leur production émet beaucoup) et végétales. Privilégier les circuits courts de production et de consommation permet aussi de bichonner le climat. Ceci dit,

avertit Aurélie Trouvé, d'Attac, dans un livre qu'elle vient de publier (1), changer les politiques agricoles et alimentaires ne suffira pas : «Face au développement des spéculations sur les marchés à terme agricoles, c'est toute une régulation des marchés financiers et des banques qu'il faudrait remettre en place.»

(1) «*Le business est dans le pré, les dérives de l'agro-business*», Fayard, 220 pp., 18 euros.

liberation.fr-Par Coralie Schaub

IV) Roselyne Bachelot : "Nicolas Sarkozy aime ceux qui se mettent à genoux devant lui"

nouvelobs.com/Propos recueillis par Alexandre Le Drollec

Gaulliste, féministe et catholique, Roselyne Bachelot a quitté la scène politique en 2012. Depuis, elle joue les chroniqueuses sur D8. Interview.



Roselyne Bachelot (Bruno Coutier)

TéléObs. – La politique, c'est vraiment terminé ?

Roselyne Bachelot. – Pas du tout ! Je fais de la politique tous les jours ! Chaque matin sur D8 et chaque semaine dans "Nice-Matin", je fais du commentaire politique. En m'impliquant dans de nombreuses associations humanitaires et caritatives, je fais de la politique. Quand je collecte des fonds pour la lutte contre le sida, quand j'organise des concerts dans des maisons de retraite pour des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, quand je m'engage pour le droit à l'avortement en Europe, je fais de la politique ! Quand je siège au Haut Conseil à l'Égalité entre les Hommes et les Femmes ou à la vice-présidence de l'Institut des Relations

internationales et stratégiques (Iris), je fais aussi de la politique ! Par ailleurs, je reste adhérente de l'UMP. Même si – et j'en ai pris l'engagement – je ne mènerai plus aucune action et ne prendrai plus part à aucun think tank.

Pourquoi cette reconversion dans les médias ?

J'ai fait mes premiers pas à l'Assemblée nationale en 1988. Ce jour-là, comme des maquignons regardant des bestiaux sur un champ de foire, les journalistes parlementaires scrutaient les députés fraîchement élus. Catherine Nay, qui faisait partie de ces journalistes, me l'a raconté plus tard : dans ce nouvel "arrivage", ils m'avaient repérée. Résultat : je suis arrivée un lundi dans l'hémicycle, le lendemain, je faisais mon premier 13-heures. Quand d'autres élus attendent toute une vie pour apparaître dans un JT. Curieux tout de même... Bref. Tout au long de ma carrière, j'ai reçu des propositions. Quand j'ai quitté la vie politique en 2012, au lendemain de la défaite de Nicolas Sarkozy, je comptais prendre une année sabbatique. Après trente ans de vie publique, j'avais besoin de vacances : voyager, rire, me reposer. J'ai filé une dizaine de jours au Brésil, à Rio de Janeiro. A mon retour, j'avais cinq propositions. Je n'ai eu qu'à choisir.

Pourquoi D8 ?

D'abord parce que la proposition venait du groupe Canal+. L'esprit Canal – ce ton irrévérencieux et libertaire – me convenait très bien. Ensuite, D8 était une chaîne en train de se créer. C'était une nouvelle aventure, on partait de zéro. Je n'avais pas le sentiment d'enfiler de vieux patins usés. Enfin, je ne souhaitais pas travailler dans le secteur public. J'aurais pu, on me l'a proposé. Mais au sortir d'un poste ministériel important, inévitablement, on m'aurait fait le procès d'avoir préparé cette affaire-là. Au-delà de la paranoïa, c'était aussi une question d'éthique. Enfin, dernier argument déterminant : la présence de Laurence Ferrari. J'y ai vu l'opportunité de faire mes classes aux côtés d'une vraie pro.

“ Parce qu'ils ont été bons face à Apathie ou à Elkabbach, beaucoup de politiques s'imaginent pouvoir faire de la télévision comme ça

Une bête politique est-elle nécessairement un animal médiatique ?

Vous pouvez être une vraie bête dans le rôle de

l'interviewé et être un piètre intervieweur ! Parce qu'un jour ils ont été bons sur un plateau ou qu'ils ont su répondre à Apathie ou à Elkabbach, beaucoup de politiques s'imaginent qu'on peut faire de la télévision comme ça. Ils se trompent. D'ailleurs, seraient-ils si nombreux à pouvoir le faire ? François Baroin, avec sa voix extraordinaire et son physique disons "intéressant", serait très bon. Il pourrait tout à fait prendre les commandes d'un 20-heures ou d'une grande émission politique. Il a d'ailleurs été journaliste sur Europe 1.

Vous avez tourné un pilote pour D8. A quand une émission présentée par Roselyne Bachelot ?

On réfléchit. Le projet n'est pas abandonné. Mais il n'est pas encore à maturité. Tout cela sera finalisé la saison prochaine. Pour l'instant, les marmites sont sur le feu... Des tas de gens me disent : "Ne reste pas comme ça", "Prends les commandes d'un grand magazine politique". Aujourd'hui, je ne m'inscris absolument pas dans cette stratégie. D'abord, à mon âge, on n'a plus forcément envie de tout dévorer. Ensuite, je sors tous les soirs : opéra, théâtre. Et je tiens à pouvoir continuer. Je ne veux pas que ma vie soit emportée dans une sorte de maelström médiatique. Je suis donc très prudente. Mais si on me propose un joli projet compatible avec mes passions et mes engagements – une émission hebdomadaire ou mensuelle –, alors là, oui.

“ *Le FN a une stratégie de communication intéressante : celle de l'interlocuteur unique*

Fin janvier, Steve Briois, maire FN d'Hénin Beaumont, recevait le prix du "Trombinoscope" de l'élu local de l'année...

... Tant d'autres l'auraient mérité. Prenez le maire de Grenoble, par exemple, Eric Piolle, premier Vert à diriger une ville de cette importance. Avec le FN, on se laisse souvent entraîner dans une écume médiatique regrettable qui, parfois, l'emporte sur la réalité. C'est logique : le FN est un élément relativement nouveau dans le paysage politique français. A ce titre, il suscite de nombreux commentaires et analyses. Ensuite, le FN a une stratégie de communication intéressante : celle de l'interlocuteur unique, ou plutôt des interlocuteurs restreints. Quand l'UMP ou le PS se divisent en de multiples locuteurs – ce qui affaiblit le discours des uns et des autres –, le FN propose systématiquement Marine Le Pen ou Florian Philippot. A part ça, personne. Cela crée

un sentiment de "pressing" et de pilonnage qui, je crois, est assez efficace.

Percée du FN, UMP divisée : sommes-nous dans une phase de recomposition des droites ?

Je ne me résous pas à considérer que le FN fasse partie des droites au sens où l'entendait René Rémond. Par ailleurs, au sein de la droite républicaine, je n'observe pas de véritable recomposition. Les forces centrifuges – une droite bonapartiste, une droite centriste – sont toujours là. Sur le terrain des idées, je relève également que les tentations d'alliance de cette droite avec le FN sont maintenant jetées à la rivière. On n'entend plus ce genre de vieilles lunes. D'ailleurs, je l'ai dit et redit : à la moindre collusion avec le FN, je quitte l'UMP.

“ *Nicolas Sarkozy est le pire ennemi de lui-même*

Dans "A feu et à sang : carnets secrets d'une présidentielle de tous les dangers" (Flammarion), paru en 2012, vous critiquiez sévèrement la "droitisation" de la campagne de Nicolas Sarkozy. Cet hiver, lors d'un meeting tenu près d'Angers, l'ex-chef de l'Etat a exprimé ses regrets de vous avoir "choisie" comme ministre...

J'ai bien servi la République et j'ai été une ministre loyale. Je fais crédit à Nicolas Sarkozy de m'avoir nommée pour de bonnes raisons : il connaissait mon expérience, ma capacité de travail et ma connaissance des sujets sociaux et sanitaires. C'est lui qui a pris toutes les décisions importantes. Sur tous les sujets, j'ai appliqué « sa » politique. Je n'ai d'ailleurs fait l'objet d'aucune remontrance ni d'aucune discussion. Certains collègues, au sein du gouvernement, me disaient : "C'est drôle, tu es la seule qu'il n'engueule pas." Sur cette campagne de 2012, j'ai dit ce que j'avais à dire. Je suis une femme politique, j'ai des convictions. Je ne suis pas une femme que l'on « choisit » dans un harem. Nicolas Sarkozy est le pire ennemi de lui-même. Pourquoi dire cela dans une circonscription que j'ai représentée pendant près de vingt-cinq ans, devant des militants qui m'aiment ? Pourquoi ne joue-t-il pas les grands seigneurs ? Pourquoi supporte-t-il uniquement les gens qui sont à genoux devant lui ? Pourquoi se laisse-t-il toujours emporter par ses passions ? Pourquoi s'en prendre à moi, alors que je suis retirée de la vie politique, chroniqueuse sur D8 et que je ne reviendrai pas dans le jeu politique ? Cet homme est incorrigible.

V) Pour une éducation à la débauche



L'auteur Marcella Iacub

On dit que les jeunes d'aujourd'hui, et notamment les filles, perdent leur nord à cause de la pornographie. Qu'à force de regarder le comportement et l'allure des actrices, elles cherchent à les imiter en se transformant volontairement en objets sexuels délurés. Or, les femmes ne peuvent pas vouloir cela martèlent les experts. Elles ne désirent que l'amour, et le sexe n'est pour elles qu'un moyen d'y avoir accès.

La montée de l'islam radical devrait pourtant contredire ces spécialistes de la nature féminine. Ils devraient se demander si le fait de prôner la débauche des femmes ne serait pas un excellent moyen de combattre l'islamisme, et, donc aussi, le terrorisme. Ceux qui cherchent des preuves pour s'en convaincre devraient lire un curieux témoignage paru dans le Journal du dimanche le 15 février. Une Française de 19 ans, de culture chrétienne, y raconte comment elle est tombée dans les griffes de l'islam radical.

L'article met l'accent sur le rôle d'Internet et l'endoctrinement sectaire dont la jeune fille a été l'objet. Mais la parole de cette drôle de victime permet de comprendre une tout autre chose. «On m'avait dit que la femme est une reine dans l'islam, que c'est une perle, raison pour laquelle il est aussi important de la préserver», avoue-t-elle. C'est donc pour devenir une princesse en amour qu'elle s'est convertie, et qu'elle s'est mise en quête d'un mari qui lui permettrait de rendre réelles ses espérances.

Or, au bout de quelques semaines de mariage, les illusions de la jeune fille étaient anéanties. Le mari était sale, il ne cessait de l'humilier et de la violer. Il fallait qu'elle se comporte comme une esclave à la maison, alors qu'elle devait continuer de travailler pour permettre à son mari de financer sa pub guerrière et internationale.

Comme le remarque, à juste titre, Farhad Khosrokhavar, cité dans le JDD, c'est un «néoromantisme mortifère» qui explique le comportement de ces jeunes femmes. Elles croient qu'un homme capable de «mourir pour ses convictions» fera le plus charmant des princes. En bref, il semble évident que, dans l'esprit de ces jeunes femmes, se joue un conflit, le même qui a lieu dans notre culture entre les idéaux égalitaristes et ceux qui vouent les femmes au rôle de compagnes et de reproductrices. Il est clair que la débauche ne contredit pas les premiers, mais neutralise les seconds.

Et il n'est pas difficile de tisser des liens entre les valeurs qui ont poussé la jeune fille du Journal du dimanche vers l'islam dans le but de devenir une «perle» et celles de ceux qui critiquent les dangers de la débauche des femmes. Comme si le plus intéressant dans cette histoire était de mettre en lumière les liens qui unissent les idéaux romantiques de notre société aux modèles sociétaux théologiques et archaïques véhiculés par l'islam radical. Or, en période de lutte contre le terrorisme, notre société devrait faire des choix qui ne laissent pas la moindre place aux doutes. Et, ainsi, laisser de jeunes Françaises de culture chrétienne se transformer en complices des pires assassins. C'est pourquoi le gouvernement devrait penser à faire des campagnes d'éducation des jeunes femmes, et des moins jeunes aussi, à la débauche. Ce serait la meilleure manière d'instaurer dans leurs consciences ce que le marquis de Sade appelait l'«athéisme en amour». Leur montrer que ce sentiment et les idéaux qui l'accompagnent ne sont, la plupart du temps, que la justification des désirs sexuels qui n'osent s'avouer dans le langage de la chair.

Ce serait une façon de combattre la radicalité de l'islam et de rendre la laïcité beaucoup plus joyeuse. Si cette campagne était bien organisée, non seulement on éviterait que les jeunes filles s'islamisent pour chercher l'amour en épousant des assassins, mais nous pourrions même parier que les musulmanes les plus pieuses choisiraient de leur plein gré le frémissement de leur chair au lieu de se contenter d'éviter ceux des flammes de l'Enfer.

liberation.fr-Par Marcela Iacub

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Face aux frondeurs du PS, Cambadélis promet de "mettre les points sur les i"

Le HuffPost/AFP



Cambadélis promet de "mettre les points sur les i" face aux frondeurs | AFP

Le premier secrétaire du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis promet de "mettre les points sur les i" face aux députés socialistes frondeurs après l'épisode du 49-3, dans une interview diffusée dimanche sur Canal+.

Comme on lui demandait s'il pourrait leur interdire de voter contre les textes de la majorité, Jean-Christophe Cambadélis a répliqué: "On va avoir une discussion avec tout le monde et je mettrai les points sur les 'i'".

"Avec moi, c'est pas sévère, c'est clair", assure-t-il, refusant de confirmer que cette mise au point pourrait intervenir dès mardi lors du bureau national du PS. Le premier secrétaire du PS a reconnu par ailleurs des "crispations" avec le chef du gouvernement Manuel Valls.

"A partir du moment où le Premier ministre est dans la bataille pour faire avancer sa loi (la loi Macron, NDLR), il demande à ce que tout le monde participe à cela", observe-t-il. "Donc, le rôle qui est le mien, qui peut être plus diplomatique, est de faire avancer peut-être plus lentement les choses" ce qui "conduit à des crispations", a-t-il concédé.

"Les frondeurs peuvent avoir des préjugés"

En dépit du recours au 49-3 pour surmonter l'opposition des "frondeurs" du PS, "le Parti socialiste n'est pas fracassé", assure-t-il également. In fine, la loi a été votée et "personne (parmi les députés socialistes) n'a voté la motion de censure" de l'opposition, constate encore Jean-Christophe Cambadélis.

"On se contente de peu, vous allez me dire, mais aujourd'hui, la loi est votée, le Parti socialiste ne s'est pas fracassé et nous allons continuer", insiste-t-il.

Pour lui, la loi Macron était un "prétexte" saisi par les frondeurs "pour affirmer leur désaccord avec Manuel Valls", alors qu'un "certain nombre d'entre eux ont dit qu'ils étaient favorables au fait que l'on change de premier ministre". "Les frondeurs peuvent avoir des préjugés, ne pas penser à la loi telle qu'elle est mais au combat qu'ils mènent", dénonce-t-il.

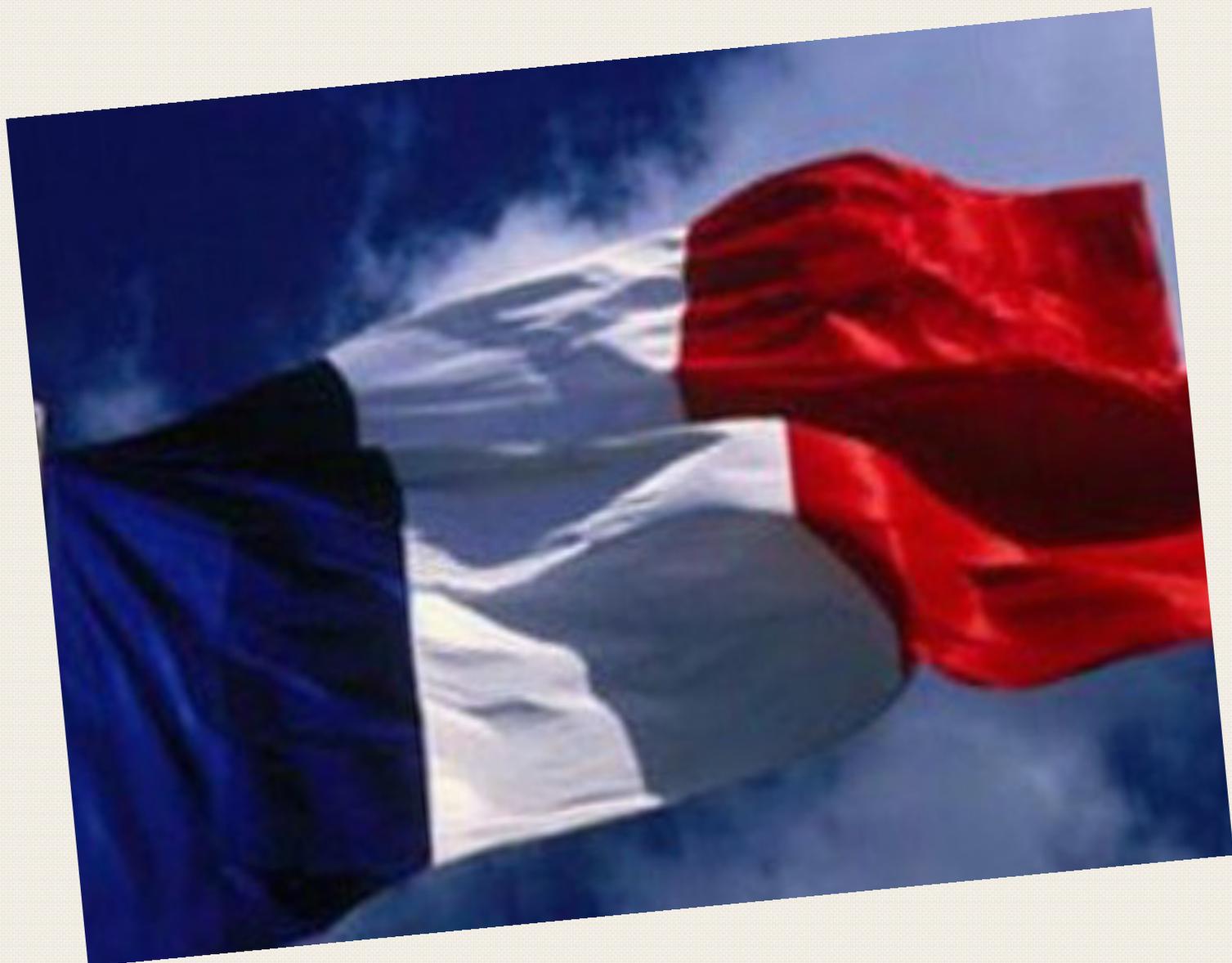
Face à cette situation, le numéro un du PS précise avoir eu la "conviction" dès le dimanche précédent le vote de la loi au Parlement, "qu'il fallait passer au 49-3".

"Je ne pouvais pas accepter en tant que Premier secrétaire qu'une partie des socialistes vote avec l'UDI et une autre partie contre le gouvernement, avec l'UMP voire le Front national", martèle-t-il, ajoutant: "Là, on aurait été fracassés".

huffingtonpost.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VAL-DE-MARNE
ELECTIONS DEPARTEMENTALES



LAPRESSEENREVUE.EU

1) Querelle PS-PCF : Christian Favier calme le jeu

Par C.Dubois



En pleine crise de confiance entre PS et PCF du Val de Marne, trois questions à Christian Favier, président PCF sortant du Conseil général à propos de la situation à Fresnes

L'Haÿ-les-Roses, à Champigny-sur-Marne, et du troisième tour.

Certes, la proximité des élections engendre toujours des postures politiques plus affirmées afin d'être bien lisible auprès des électeurs, mais la crise de confiance actuelle entre le PS et PCF du Val de Marne, illustration locale de la situation nationale, risque d'impacter durablement la politique départementale alors que le premier fédéral du PS Val de Marne, Luc Carvounas, a fait savoir en début de semaine, excédé par les prises de position nationale et locale de son allié communiste, que le PS se réserverait le droit de rester ou non dans la majorité départementale à l'issue des élections, dans la mesure où le département resterait à gauche.

Situation à L'Haÿ-les-Roses – Fresnes

A L'Haÿ-les-Roses – Fresnes, le PCF a choisi de soutenir le binôme Brigitte Tironneau (exclue du PS en raison de sa candidature dissidente) et Stéphane Coloneaux (PCF) contre l'avis du PS qui a investi Philippe Vafiades et Fabienne Heilbronn. Une provocation ?

« Nous étions favorables au soutien des deux conseillers généraux sortants PS Pierre Coilbault et Brigitte Tironneau dès le premier tour car le canton est considéré comme fragile. Il se trouve que Pierre Coilbault n'a pas souhaité se représenter et c'est lui-même en accord avec des militants PS de L'Haÿ, qui a proposé Stéphane Coloneaux du PCF. Ce n'est pas une OPA du parti communiste. »

Aurait-il fallu s'abstenir d'un soutien officiel à la candidature PS dissidente, sans forcément adouber les candidats officiels du PS ?

« C'est vrai que la situation est inédite et

compliquée, mais il s'agit d'une conseillère sortante, qui s'est investie avec sérieux dans son mandat et à qui nous n'avons absolument rien à reprocher. »

Le canton est-il perdu ?

« Pour la majorité départementale, ce canton est important. C'est un canton fragile mais je n'ai jamais considéré que c'était un canton perdu. Une inconnue importante sera le score du Front National. »

Situation à Champigny-sur-Marne

Concernant la situation à Champigny-sur-Marne, où le PS a décidé de retirer son soutien à votre candidature sans toutefois investir son propre candidat, la candidature surprise de Patrick Nello vous inquiète-t-elle ?

« Non, il s'agit d'une candidature anecdotique, un candidat parachuté qui n'a jamais été campinois. Il était au comité de soutien du nouveau maire UMP de Villejuif, Franck Le Bohellec. En outre, difficile de dire à qui il prendra des voix, à droite ou à gauche. A Champigny, nous sommes les seuls candidats à gauche. »

Le candidat UMP-UDI-Modem, Laurent Jeanne a également réalisé un bon score dans ce canton aux élections municipales.

« Il s'agit effectivement d'un canton qui n'est ni très à droite ni très à gauche et dans lequel il faut mener campagne sérieusement. Mais nous ne sommes pas dans l'élection municipale, et lorsque l'on évoque le département lors des porte-à-porte, les habitants se prononcent sur le département. Contrairement aux municipales également, il n'y a pas de candidat de gauche concurrent au premier tour, EELV et Gauche citoyenne nous soutiennent dès le premier tour. L'inconnue sera là aussi le Front National. Fera-t-il un score inférieur ou supérieur à celui des municipales et prendra-t-il des voix à gauche ou à droite ? »

Le troisième tour des départementales

En cas de victoire à gauche, comment gérer la collaboration avec le PS alors que les relations entre le PCF et le PS se sont fortement dégradées dans le département ?

« Je souhaite continuer à travailler avec une majorité de gauche et même une majorité renforcée à toute la gauche y compris EELV.

Nous avons connu un épisode malheureux aux élections cantonales de 2011 lors desquelles les Verts s'étaient maintenus contre le PCF au second tour et n'avaient donc pas été maintenus dans l'exécutif après l'élection, mais j'espère que nous allons dépasser cela. La gauche a jusqu'à présent bien travaillé ensemble même s'il y a des nuances dans nos prises de position. Nous avons même rédigé une déclaration ensemble à propos des élections départementales. » Rendue publique un peu tard. « Certes, mais nous ne voulions pas gêner les discussions entre formations politiques. »

« Les bases politiques existent pour bien travailler ensemble et j'espère que nos convictions communes prendront le pas sur le reste. Et puis, il y a aussi beaucoup de départements en France, comme par exemple le département voisin, où la majorité PS a besoin du PCF pour constituer sa majorité... »

Et en cas de victoire de la droite, siégerez-vous au sein de l'Assemblée départementale?

« Je n'aurai pas le choix! Mais je ne me place pas dans cette hypothèse! »

94.Citoyens



Jonathan dit :
20 février 2015 à 17 h 20 min

Voilà la différence avec un carvounas autoritaire qui veut faire marcher le monde à la matraque, comme son ami Valls, et un Favier. Un homme responsable et lucide qui ne tombe pas dans la politique politicienne de caniveau comme le voudrait carvounas.

Carvounas est petit en taille mais je pensais pas que ça le mettait à la hauteur du caniveau...

LAPRESSEENREVUE.EU

2) Départementales : le PS Val de Marne menace de ne pas constituer de majorité avec le PCF

Par C.Dubois



Entre le soutien du PCF Val de Marne et du président sortant Christian Favier à la candidate PS dissidente de Fresnes – L'Haÿ-les-

-Roses et la décision du groupe Front de Gauche de voter la motion de censure contre le gouvernement à l'Assemblée nationale, aux côtés de l'UMP et du FN, la coupe est pleine pour le PS du Val de Marne.

« Nous nous battons jusqu'au bout pour conserver la majorité du Val de Marne à gauche et il n'y aucune ambiguïté sur le fait que nous appellerons à voter pour un candidat PCF s'il est le mieux placé à gauche au second tour, mais nous nous réservons le droit d'être ou non dans la majorité une fois les élections achevées, en fonction de la manière dont se sera déroulée la campagne », prévient Luc Carvounas, premier fédéral du PS Val de Marne. « Nous préférons, avec Abraham Johnson, président du groupe socialiste et républicain au sein du Conseil général, être un groupe sans délégation d'exécutif mais un groupe qui pèse, ajoute le sénateur-maire PS d'Alfortville, excédé par les dernières prises de position locales et nationales de son allié. Mais je rappelle à mes camarades communistes que les faiseurs de roi dans une assemblée de gauche demain, et ce quel que soit le rapport de force, seront les Socialistes! »

Voilà qui est clairement énoncé. A noter que la prise de position du groupe ne concerne que le PS et pas le MRC, associé au PS au sein du groupe socialiste et républicain du Conseil général.

94.Citoyens



Eprard dit :
19 février 2015 à 1 h 04 min
LAMENTABLE !

On se fou complètement de l'intérêt des Val de Marnais.

Seules les stratégies politiciennes intéressent le va t en guerre Carvounas !

Pourtant depuis qu'il est le secrétaire du PS 94, son bilan est peu glorieux.

Exception faites de son siège au Sénat, qu'il s'est

octroyé.

Il est vraiment temps que la page socialo communiste se tourne dans le 94. Qu'à terme Alfortville, oublie Mr Carvounas qui ne s'intéresse qu'à sa personne, et « son »parti. Rien à cirer du reste, comme le démontre ses déclarations ici.



ST dit :

19 février 2015 à 9 h 19 min

Ah Mr Carvounas... La menace par la l'ultimatum et le chantage. Au passage faudrait lui préciser que dans une République il est malvenu de « faire des rois »... Enfin vu la politique mis en place par ses amis politiques, peut être doit-on s'y attendre...

Il n'y a plus d'union de la gauche possible avec le PS simplement car la politique menée par ses dirigeants actuels n'est plus de gauche... Il serait grand temps, à la veille de leur congrès que les militants PS s'en rendent compte.



anne dit :

19 février 2015 à 10 h 56 min | Signaler un abus

Voilà des décennies que le PS fait semblant d'être compagnon du PCF pour l'affaiblir. On vivait mieux quand le PCF faisait 23 %.

la loi Macron est une honte et c'est normal de tout faire pour l'abattre.

Il conviendrait que le gouvernement qui s'est travesti en hommes de Gauche retire son déguisement et se présente comme il est : de Droite.

Il y a des honnêtes gens au PS et c'est à eux de retirer le masque des usurpateurs. le chantage est inadmissible.



3) L'imposture

Ils sont charmants, mais un peu décalés de la vie politique locale au Kremlin-Bicêtre dans le Val-de-Marne.



Pourquoi décalé ?

Parce que cette liste de candidats socialistes a été décidée sans aucune consultation des militants du PS local, comme pour l'élection primaire

(truquée!) de la première socialiste du Kremlin-Bicêtre Geneviève El Malki, avec le secours et l'assistance de Luc Carvounas Sénateur-Maire d'Alfortville et premier secrétaire fédéral le chef (grand) du Val-de-Marne...



Sur cette liste figure des illustres inconnus du

Kremlin-Bicêtre.

Il ne faut toutefois pas oublier la participation et l'approbation de Jean-Luc Laurent député-maire du Kremlin-Bicêtre dans cette partition bien orchestrée...

De l'entre-soi comme d'habitude...quelque peu démocratique.

A vous de juger...

Christophe Frédéric-PER

A Suivre...
La Presse en Revue